

Robert Frank et Éric Roussel, *Deux passions françaises. Pierre Mendès France et Charles de Gaulle*, Paris, Institut Pierre Mendès-France / CNRS Éditions, 2014, 368 p.

Sylvie Guillaume

Cet ouvrage est la publication des actes d'un colloque organisé par l'Institut Pierre Mendès France en novembre 2010. La préface, écrite par Vincent Laniol, Robert Frank et Éric Roussel, affiche l'objectif du livre qui est « à la fois d'explorer la spécificité des relations entre les deux hommes d'État mais aussi de comprendre et d'analyser, selon un angle civique, la postérité de ces deux lieux de mémoire ou passions françaises dont l'impact fut si important sur des générations de Français » (p. 13).

L'ambition est bien de dépasser une seule biographie croisée comme s'y sont déjà essayés des journalistes et dans une mesure moindre des historiens¹. Il fallait donc toute l'expérience et le talent connu et reconnu d'une vingtaine d'auteurs pour analyser « la trace » mémorielle et « la marque » pour reprendre les termes de Jean-Pierre Rioux de ces deux « passions françaises ». Le général de Gaulle qui, depuis le 18 juin 1940, a laissé une trace forte auprès des Français, même auprès de ceux qui n'étaient pas gaullistes en 1958 et Pierre Mendès France qui, malgré la brièveté de son passage au pouvoir, a laissé une marque, que l'on pourrait qualifier de nostalgique, auprès des mendésistes et auprès de ceux qui se réclament d'une culture et d'une conscience morale républicaines.

Brèves et rapidement évoquées furent les rencontres entre les deux hommes, unis à Londres dans un même patriotisme de combat contre Vichy et contre l'envahisseur allemand, travaillant ensemble dans la reconstruction économique de la France à la Libération, mais on rappelle que de Gaulle rejeta en 1944 la solution proposée par son ministre de l'Économie nationale, Mendès, solution qu'il jugea trop dure à supporter pour les Français traumatisés par les années de guerre et à laquelle il préféra la réforme plus douce proposée par René Pleven. Par ailleurs, les choix politiques du général de Gaulle, à partir de 1958, ne furent pas ceux proposés par Pierre Mendès France qui contesta dès 1958, et encore davantage à partir de 1962, cette nouvelle République, la V^e très éloignée d'un parlementarisme rationalisé qu'il aurait voulu pour sortir la France des fragilités reconnues de la IV^e République. On sait aussi qu'il critiqua la politique algérienne du général de Gaulle marquée surtout à ses débuts par son inconstance.

Malgré cela les deux hommes se respectaient, ce qui explique que Mendès France ait prôné d'abord l'abstention et non le « non » au referendum du 28 septembre 1958

¹ Citons Jean-François Sirinelli, *Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995 ; Jacques Cantier et Laurent Jalabert, *Chirac-Jospin 1970-2002 : deux vies politiques*, Toulouse, éd Privat, 2002 ; Catherine Nay, *Le dauphin et le régent*, Paris, Grasset, 1994 ; Robert Schneider, *La haine tranquille*, Paris, Seuil, 1992.

comme le rappelle Guy Carcassonne et que le général de Gaulle ait veillé à ce que les limites de la circonscription de Louviers favorisent l'élection de Mendès aux élections législatives de novembre 1958, mais le succès ne fut pas au rendez-vous pour le député sortant. Tous deux sont des pragmatiques, des réformateurs et des modernisateurs, voire des communicateurs dans une France touchée par la culture de masse (Jean-François Sirinelli). On comprend mieux alors pourquoi des hauts fonctionnaires comme François Bloch-Lainé ont pu admirer Pierre Mendès France en 1954 et servir de Gaulle sous la V^e République.

Faut-il alors admettre que « ce qui les rassemblait était aussi important que ce qui les séparait » (p. 13) ? Certes, mais il fut parfois difficile aux auteurs d'équilibrer la balance entre les différences et les convergences dans cet ouvrage qui s'articule autour de quatre thèmes : la Patrie, la République renouvelée, une France des temps modernes, une France présente au monde.

Dans les deux premières parties, Alain-Gérard Slama, Odile Rudelle et Serge Berstein insistent davantage sur les différences en opposant jusque dans leur titre « deux certaines idées de la France », « deux régimes d'historicité » et « deux âges de la culture républicaine ». Le général de Gaulle garde le souci d'assumer toute l'histoire de France, certes y compris la Révolution, mais sans oublier les régimes monarchiques et impériaux ; il n'avait pas comme Pierre Mendès France le même attachement au Siècle des lumières et il détestait Voltaire ; les grands ancêtres auxquels se réfère Mendès sont Ferry et Jaurès. Serge Berstein insiste sur les différences lorsqu'il écrit : « Comparer les cultures politiques de Charles de Gaulle et de Pierre Mendès France, c'est constater l'altérité quasi totale de deux personnalités que tout oppose et dont les références se situent aux antipodes l'une de l'autre » (p. 87). Jean Massot démontre une même altérité dans la conception de l'État et sa direction ; Mendès, inspiré par le modèle britannique, ne pourra jamais donner son adhésion au de Gaulle de 1958 qui se voyait volontiers en « Commandant du navire » puis en arbitre, bref « un chef d'État qui en soit un ». Mendès déniait à la V^e République un caractère démocratique.

Si les deux personnages ont la même volonté de moderniser la France, leur approche diffère comme le démontre Nicolas Baverez : alors que Mendès place le Parlement au cœur de la modernisation, celle-ci passe par le sommet de l'État chez de Gaulle ; néanmoins les deux hommes se rejoignent dans le primat du rôle de l'État et dans leur confiance dans la planification à la française, « une ardente obligation ». Les différences sont palpables dans les domaines de la recherche et de l'éducation si l'on en croit Antoine Prost qui revient sur la référence obligée chez Mendès à la tradition républicaine des Lumières, ce qui implique que « l'organisation sociale repose sur la raison et non sur la tradition » (p. 194). Enfin Mendès serait plus attentif que de Gaulle à la jeunesse, comme en témoigne le discours du 2 janvier 1956. Il n'empêche, pourrait-on ajouter, que Mai 1968 a surpris Mendès tout comme de Gaulle. Néanmoins, à la volonté de modernisation économique, s'est ajoutée celle d'une modernisation sociale avec les mesures en faveur de l'État providence dans l'après-guerre et le souci de faire plus de place aux corps intermédiaires, écrit Alain Chatriot.

C'est également dans la dernière partie, « Une France présente au monde », que les différences sont significatives à partir de la distinction faite par Robert Frank entre la « puissance » et le « pouvoir ». Le général de Gaulle qui a « une certaine idée de la France » veut maintenir son rang pendant que Mendès préfère parler d'influence de

la République et conteste ce qu'a d'illusoire l'affirmation d'une France qui serait toujours une grande puissance. Mais écrit Robert Frank : « La mémoire de De Gaulle paraît plus assurée, car il a su raconter des belles histoires aux Français. » Pierre Mendès France reste très critique sur la politique extérieure du général de Gaulle, en particulier sur ses relations tumultueuses avec l'OTAN ou l'ONU. Mendès ne rejette pas le multilatéralisme pendant que de Gaulle a toujours privilégié les relations bilatérales dans lesquelles la France pouvait mieux s'imposer comme ce fut le cas avec la République fédérale d'Allemagne. La politique nucléaire est cependant un point de convergence – les bases ont été posées en décembre 1954 après l'échec sur la CED ; sur l'Europe les deux hommes se rejoignent dans leur scepticisme et leur prudence même si l'adhésion paraît nécessaire mais Mendès cherche toujours à associer la Grande-Bretagne à l'aventure européenne contrairement à de Gaulle qui place l'axe franco-allemand au cœur du dispositif européen, comme l'écrivent Georges-Henri Soutou et Élisabeth du Réau. Enfin sur la politique de décolonisation, on peut rendre grâce, comme le fait Frédéric Turpin, aux deux hommes d'avoir su en fin de compte prendre des décisions qui s'imposaient à partir d'une même prise de conscience d'une évolution favorable aux indépendances mais on peut ajouter que ces décisions ont été prises à chaud sous la pression des événements – la défaite de Dien Bien Phu en Indochine pour Mendès, la sédition d'une partie de l'armée à Alger pour de Gaulle. Tous deux ont aussi en commun d'attacher de l'importance au problème du sous-développement dans le monde. Faut-il voir « une vision plus altruiste » (p. 269) chez Mendès alors que chez de Gaulle, l'aide aux pays en voie de développement relèverait d'une seule vision nationale dans le maintien de relations étroites de la France avec ses anciennes colonies ? On pourrait ajouter cependant que de Gaulle fut réticent à soutenir les premières manifestations de la francophonie. On peut regretter que les auteurs ne se soient pas suffisamment interrogés sur les conditions de l'exercice du pouvoir. Est-il possible de comparer sans artifice un Mendès qui a gouverné pendant neuf mois et un de Gaulle pendant onze ans de 1958 à 1969 sans compter les courtes années d'après-guerre ? On sait que l'exercice du pouvoir, sous le poids des contraintes, s'accompagne d'une renonciation aux idéaux. Paradoxalement, la longévité de l'exercice très pragmatique du pouvoir chez de Gaulle n'a pas nui à son crédit posthume très consensuel alors que ses dernières années de pouvoir ont été marquées par un clivage droite-gauche, alors qu'il se voulait un rassembleur. Mendès, qui a suscité beaucoup de nostalgies après son bref exercice du pouvoir n'a cependant pas laissé la même trace consensuelle même si l'ancien radical a suscité sur son nom une ferveur à gauche refusée à un Guy Mollet. Les propos de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui revient en conclusion sur les différences « inséparables de deux visions de la France », prennent tout leur sens. Il s'agit bien ici d'une histoire des représentations de deux passions françaises, et la passion de la grandeur de la France telle que la vivait de Gaulle ne laisse jamais le Français indifférent même si elle a sa part d'illusoire.